



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Bibliographie

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bibliographie. In: Économie rurale. N°94, 1972. pp. 71-75;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1972\\_num\\_94\\_1\\_2204](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1972_num_94_1_2204)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- |  |                                    |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement.                   | 13. Sociologie.                    |
| 2. Economie générale.                          | 14. Démographie.                   |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire.                      |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes.           | 16. Croissance et développement.   |
| 5. Offre agricole.                             | 17. Planification.                 |
| 6. Débouchés - Consommation.                   | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation.                          | 19. Politique agricole.            |
| 8. Prix et revenus.                            | 20. Marché commun.                 |
| 9. Coopération.                                | 21. Commerce international.        |
| 10. Organisations professionnelles.            | 22. Agricultures étrangères.       |
| 11. Structures.                                | 23. Etudes par produit.            |
| 12. Institutions - Législation.                |                                    |

### 1) Recherche - Enseignement.

WILLIAMS (H. T.). — An approach to university teaching in agricultural economics. — J. agric. Econ. 22 (3), septembre 1971, 223-233, disc.

### 2) Economie générale.

BENTOLILA (M.). — Approche macro-économique de la performance de l'agriculture. — Paris, Bureau agricole commun, juillet 1971. — 32 p., tabl., graph., annexes, bibliogr.

### 4) Statistique, méthode et enquêtes.

GREINER (P.). — Les résultats économiques des exploitations agricoles en 1967. — Cah. Statist. agric. nouv. Sér. (1), janvier 1972, 39-60, tabl., graph. (Résultats partiels).

PHILIP (C.). — Les productions agricoles finales départementales en 1967 et 1968. — Statist. agric. suppl. sér. Etudes (75), avril 1971, 51 p., tabl. ; (75 bis), avril 1971, 414 p., tabl.

VANDEWALLE (G.). — Etude méthodologique sur les superficies et les productions annuelles d'exploitation produisant des légumes. Développement des résultats de l'enquête expérimentale pour le département du Loiret. — Statist. agric. suppl. sér. Etudes (76), avril 1971, 131 p., tabl., graph.

### 6) Débouchés, consommation.

VIGNAUX (D.). — L'évolution récente de la consommation des fruits et des légumes. — CTIFL-Documents (30), 2<sup>me</sup> trim. 1971, 6 p., tabl.

## 7) Commercialisation.

ARNOULD (R.). — Les marchés et les entreprises de gros face aux mutations. — CTIFL-Documents (30) 2<sup>me</sup> trim. 1971, 8 p.

## 8) Prix et revenus.

GREINER (P.), MANY (M.). — Le prix des terres agricoles en 1970. — Statist. agric. suppl. sér. Etudes (85), oct. 1971, 59 p., carte, tabl.

## 11) Structures.

SOLEILLE (J.). — Etude sur l'indemnité viagère de départ. Analyse départementale et régionale, t. 2. - Montrouge, Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles, juin 1971. — 29,5 cm, 36 p. + annexe 12 p., carte, graph., tabl.

## 12) Institutions - Législation.

SURGY (P. de). — Bénéfices agricoles. Le nouveau régime d'imposition d'après le bénéfice réel. — R. droit rur. (7), déc. 1971, 367-371.

## 13) Sociologie.

DAUCE (P.), JEGOUZO (G.), LAMBERT (Y.). — La formation des enfants d'agriculteurs et leur orientation d'emploi : études complémentaires à une enquête statistique en Ille-et-Vilaine. — Rennes, INRA-Station d'économie rurale, mai 1971. — 29,5 cm, 47 p. + 23 p., tabl.

FARCY (H. de). — Agriculture secteur dominé : pour une stratégie de la libération paysanne. — Econ. et Soc. 5 (5), mai 1971, 909-919.

## 17) Planification.

LEVY-LAMBERT (H.). — Les études coût-efficacité en France. — R. franç. Informatique (V-2), 1971, 3-12.

## 19) Politique agricole.

BIENAYME (A.), NIDENERG (S.). — Les aspects sociaux de la politique agricole française. — Dr. soc. (2), fév. 1972, 65-82.

## 20) Marché commun.

DEBATISSE (D.). — Problèmes actuels de la Communauté économique européenne. — Econ. et Polit. (212), mars 1972, 29-51.

## 22) Agricultures étrangères.

GUTELMAN (M.). — Description des structures agraires et formalisation des rapports sociaux en agriculture. — Et. rur. (41), janvier-mars 1971, 15-48, tabl.

NEVILLE ROLFE (E.). — Compétitivité de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires britanniques par rapport à celles du continent. — Ch. d'Agric. 43 (480), suppl. mars 1972, 19 p.

Organisation (l') de l'agriculture en Yougoslavie. — Agric. dans le monde 21 (1), janv. 1972, 25-27.

## 23) Etudes par produit.

GAY (J.). — Structure des laiteries dans la Communauté européenne élargie. — R. lait. franç. (296), mars 1972, 163-181, tabl.

(Extrait d'une étude à publier par « Deutscher Raiffeisenverband », Bonn).

## LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

### 2) Economie générale.

MAINIE (P.). — Les exploitations agricoles en France. — Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ? 354, 1971. — 17,5 cm, 128 p., bibliogr.

### 11) Structures.

MOUNIER (A.). — Evolution technologique et dynamique des industries agricoles et alimentaires. — Grenoble, Centre national d'études économiques et juridiques agricoles, mars 1971. — 20,5 cm, 124 p.

### 16) Croissance et développement.

DEBBASCH, DESTANNE de BERNIS, ADAM et al. — Les économies maghrébines. L'indépendance à l'épreuve du développement économique. — Paris, Ed. du CNRS, 1971. — 24 cm, 280 p., tabl.

### 18) Investissements - Financement.

BYE (P.). — Le financement de la production agricole et alimentaire. La position des intermédiaires financiers. — Grenoble, Centre national d'études économiques et juridiques agricoles, déc. 1970. — 24 cm, 207 p., tabl., réf. bibliogr.

### 20) Marché commun.

MEGRET (J.) et al. — Le droit de la Communauté économique européenne, commentaire du traité et des textes pris pour son application, vol. 2 agriculture. — Bruxelles, Presses Universitaires de France, 1970. — 24 cm, 284 + 417 p.

### 21) Commerce international.

CENTRE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Commerce extérieur des produits agricoles et alimentaires français. — Paris, Centre national du commerce extérieur, 1970. — 27 cm, 10 fascicules, 143 + 93 + 21 + 40 + 15 + 22 + 75 + 55 + 19, tabl., graph.

## BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

RASTOIN (J.L.), avec la collaboration de BELLOSTAS (J.), CARDONA (J.), MARTINEZ (J.), PIERRON (C.) et ZAPHIRIADIS (C.). — *Les firmes agro-alimentaires multinationales*. Publication I.A.M., série « Etudes et Documents », n° 4. Institut Agronomique Méditerranéen, Montpellier, 1972.

Ce document a été élaboré dans le cadre d'un programme de recherche portant sur les firmes leaders du secteur agro-alimentaire et leur implantation dans les pays du bassin méditerranéen.

Dans une première partie est étudié le concept d'agri-business. A cet effet, on construit un graphe de l'agro-industrie à partir d'un tableau d'échanges interindustriels (cas de la France). Il est alors possible de délimiter un secteur d'analyse : celui des firmes agro-industrielles d'aval

ou firmes agro-alimentaires dont l'activité principale est de transformer des produits agricoles pour la consommation alimentaire.

Le second critère de sélection des firmes est celui de la *multinationalité*. Après examen de la terminologie, on convient de considérer qu'une firme est multinationale lorsque la condition « présence d'au moins un établissement à l'étranger » est satisfaite. La multinationalité est ensuite étudiée du point de vue de la firme, du marché, des flux d'investissements privés internationaux. On note l'importance considérable actuelle et future des firmes géantes. (En 1990, 200 ou 300 macro-firmes contrôlant 50 % de la production mondiale ?).

L'essentiel du document est constitué par l'étude des 52 premières firmes agro-alimentaires. Pour chacune de ces firmes, est établie une double fiche : description générale

(structure et activités, filiales, commercialisation) et indicateurs économiques et financiers pour la période 1965-70. Les renseignements recueillis sont traités de manière à obtenir une évaluation des firmes du point de vue de la croissance, de la productivité, de la rentabilité. Le n° 1 mondial par le chiffre d'affaires et les bénéfices est UNILEVER (groupe anglo-hollandais), les autres géants sont originaires des Etats-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne, de Suisse et du Japon.

On trouve en zone euro-méditerranéenne, 123 filiales de sociétés multinationales agro-alimentaires, avec forte concentration en Espagne, France et Italie.

(L. Malassis)

CLERC (F.). — *Le marché commun agricole*. Paris, PUF, Collection Que sais-je ? 4<sup>me</sup> édition refondue.

Cette nouvelle édition fait le point sur la politique des structures et sur l'élargissement du marché commun.

« Le plan Mansholt apparaît comme une tentative intéressante de dégager, à partir de l'agriculture actuelle, un secteur agricole très semblable à l'agriculture anglaise d'aujourd'hui, (...) guidé par la demande, pourvu de mécanismes autorégulateurs « pilotable » par les prix et se disciplinant.

Quant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté européenne, l'auteur montre comment « les négociations ont permis de mieux se connaître ». Les Britanniques sous-estimaient les facultés d'adaptation de leurs agriculteurs, pourtant habitués à la concurrence ; aussi le parlement a-t-il publié en 1969 un programme d'expansion permettant de réduire les importations agricoles de 10 %.

Les avantages du marché commun sont patents pour la France : exportations accrues à des prix meilleurs que ceux du marché international, soutien budgétaire proportionnellement moindre. Certes, les consommateurs français supportent, pour la grosse part, les frais de l'opération. Pour l'économie européenne, les effets sont d'un autre ordre : le secteur agricole n'est plus considéré sous un angle passionnel, l'innovation y est stimulée par les changements actuels, les problèmes sont enfin posés en termes explicites : tout le monde est maintenant d'accord sur la nécessité d'une réforme fondamentale et rapide du secteur agricole. Sur le plan politique, le bilan est éloquent : malgré tous les soubresauts des années récentes, la cohésion communautaire est fortement renforcée. Il reste à « l'appliquer aux autres politiques communautaires ».

(Ph. Mainié)

Secrétariat des paysans suisses. Recherches comptables effectuées dans des exploitations agricoles, 1970. Brugg, Suisse.

Après avoir rappelé les conditions naturelles et économiques de cet exercice, les résultats sont présentés selon une méthode traditionnelle : par classe de superficie et système d'exploitation, pour les exploitations de plaine et de montagne.

La dispersion des résultats par classe de surface va en croissant à mesure que l'on va vers un résultat final : l'écart du rendement brut est moindre que celui du revenu agricole, celui-ci étant quant à lui moins important encore que le revenu du travail. Cette constatation laisse penser que l'habileté à gérer et le type de politique choisi par l'agriculteur influencent davantage le revenu obtenu que la seule dimension de l'entreprise. Ceci confirme l'insuffisance des classifications fondées sur une simple caractéristique externe... Attention aux catégories sans vie, sans consistance réelle !

Une dernière partie expose les résultats obtenus par culture et production animale : les exploitations sont classées au préalable selon leur rendement en nature (autre révélateur du niveau de gestion...). Lorsque ce rendement augmente, les charges spécifiques restent relativement constantes, et la marge brute par hectare s'améliore : elle double pour les productions végétales. Elle augmente seulement de 25 % pour les bovins laitiers, lorsqu'on la calcule par UGB. Notons que les plus faibles lactations atteignent déjà 4 000 kg par vache ; aussi, ramenée à la surface fourragère principale, la marge par hectare double également.

(Ph. Mainié)

Ouvrage collectif sous la direction de P. MORNET. — *Les maladies animales, leur incidence sur l'économie agricole*. « Regards sur la France ». SPEI, Paris, 1972.

Pour chaque production animale, un spécialiste indique les grandes lignes de la pathologie, dont l'évolution est liée aux nouvelles méthodes d'élevage. Les principaux facteurs de morbidité sont regroupés suivant l'étiologie (maladies parasitaires), la fonction physiologique (maladie de la reproduction, de la lactation, de la nutrition), un stade important de la vie de l'animal (nouveau-nés par exemple), le mode d'élevage (intensif).

Le risque génétique n'est pas négligeable : bien qu'il soit moins étudié qu'en médecine humaine, la sélection d'animaux résistants permet heureusement de pallier certaines affections (mammites).

Le niveau de consommation de produits vétérinaires est difficile à apprécier : les vétérinaires en distribuent 45 %, les groupements de production 15 %, les circuits directs 35 %. La moitié est constituée par des antibiotiques. Le reste est formé d'additifs divers. Antiparasitaires, vitamines et oligoéléments représentent au moins 30 % du chiffre d'affaire total.

L'effet de ces substances sur la santé de l'homme ne peut être négligé avec l'évolution actuelle des techniques d'alimentation. Peut-on multiplier les élevages exempts de germes pathogènes et éviter à l'avenir l'usage de ces additifs alimentaires ?

L'intervention des vétérinaires dans les groupes d'éleveurs sera déterminante pour assurer la rentabilité de leurs élevages. « Actuellement, malgré la mécanisation, une alimentation intensive industrielle, des progrès zootechniques indéniabiles, la rentabilité des élevages avicoles et porcins est précaire, celle des veaux aléatoire, celle des taurillons de boucherie, incertaine » ... la maladie pèse lourdement sur le prix de revient : perdre 20 à 30 % des porcelets, 10 à 12 % des veaux constitue un handicap très lourd.

L'effort fait en France pour la recherche vétérinaire, tant sur le plan des moyens que de la qualité, est très insuffisant, par comparaison avec ce qui est fait pour l'ensemble des recherches zootechniques.

(Ph. Mainié)

GRATTON (Ph.). — *Les paysans français contre l'agrarisme*. Paris, Maspéro, 1972.

Le second ouvrage de Philippe Gratton paraît le bienvenu, car l'étude de la lutte des classes dans l'agriculture a été jusqu'à ces dernières années beaucoup négligée, alors que les revendications et les révoltes ouvrières ont depuis longtemps leurs historiens. Ce retard lui-même est d'ailleurs significatif de l'influence idéologique que l'agrarisme a pu exercer jusque dans le secteur des recherches sociales.

Sans être aussi exhaustif que sa thèse, l'ouvrage de Ph. Gratton constitue un bon travail d'information sur certaines questions d'histoire peu connues : le communisme rural en Corrèze (chap. 1), mouvement et physionomie des grèves agricoles en France de 1890 à 1935 (chap. 2), le mouvement ouvrier et la question agraire de 1870 à 1947 (chap. 3), de la crise économique à la guerre (chap. 4), l'année 1953 ou la fin d'un mythe (chap. 5).

Cette énumération des chapitres indique du reste que le titre n'est pas exactement approprié. L'auteur décrit bien la formation d'organisations syndicales où des paysans remet-

tent en cause et combattent le système économique et social qui les domine ; mais l'histoire des mouvements agrariens et les heurts entre agrariens et paysans de gauche ne sont pas évoqués (sauf en 1953). Pour situer cette lutte contre l'agrarisme, il faudrait d'abord retracer l'idéologie de l'agrarisme avec toutes ses variantes. Dans ce but, l'analyse des déclarations de Méline ou du développement de la coopération agricole serait instructive, d'autant plus qu'à la même époque l'extrême-gauche entreprenait de définir un programme agricole et que les grèves des ouvriers agricoles connaissaient leurs temps forts.

Nous touchons là deux points essentiels, justement mis en valeur dans cet ouvrage.

D'une part, le syndicalisme et les vagues de grèves ont principalement concerné les ouvriers agricoles. Ceux-ci, en tant que prolétariat rural, trouvaient aisément leurs adversaires de classe, leurs patrons, et ils pouvaient d'autant plus facilement formuler des revendications (salaires, conditions et durée du travail) que leurs problèmes étaient identiques à ceux des ouvriers de l'industrie.

En revanche, l'action de l'extrême-gauche auprès des chefs d'exploitation a en très grande partie échoué, le faible taux de syndicalisation et le pourcentage réduit de voix de gauche aux élections dans les régions rurales en témoignent. C'est, nous semble-t-il, parce que l'étude du mode de production dans l'agriculture et des conflits qui en découlent n'a pas été menée à son terme. Du fait de cette insuffisance doctrinale la pénétration des idées de gauche parmi les agriculteurs était fortement entravée.

L'extrême-gauche a ainsi achoppé sur le problème fondamental de la propriété privée, apparemment garante de l'autonomie de producteur des paysans. A partir des programmes des syndicats ou des partis politiques que présente Ph. Gratton, nous pouvons déduire que ce problème abordé en 1894 par le parti ouvrier français, auquel Engels a répliqué par un article important, a ensuite été négligé au profit de propositions de réformes, certes nécessaires, mais récupérables, au prix de quelques concessions, par les partisans de l'ordre social établi.

Faute d'analyse doctrinale également, les oppositions d'intérêts au sein même des agriculteurs n'ont pas été beaucoup clarifiées et l'agrarisme a pu jouer sur une fallacieuse unité du monde agricole. Dans les dernières pages de son livre, l'auteur rappelle justement qu'en 1953 une coupure s'est produite entre agriculteurs. Mais ce n'est pas là, pour la période qui s'étend de 1870 à 1972, le seul exemple d'opposition. Puisqu'il s'est, avec raison, engagé dans ce type de recherche, nous espérons que Ph. Gratton va poursuivre l'étude historique sur ces conflits internes aux agriculteurs et sur leurs rapports avec les luttes de classes dans la société englobante.

(J.-P. Guillon)